



COMITÉ EUROPÉEN DE DROIT RURAL
EUROPEAN COUNCIL FOR RURAL LAW
EUROPAISCHE GESELLSCHAFT FÜR AGRARRECHT UND DAS RECHT DES LÄNDLICHEN RAUMES

XXIXe Congrès européen de droit rural

20-23 septembre 2017, Lille (France)

XXIX European Congress of Agricultural Law

20-23 September 2017, Lille (France)

XXIX. Europäischer Agrarrechtskongress

20.-23. September 2017, Lille (Frankreich)

organisé sous la direction du C.E.D.R. par l'Association Française de Droit Rural
organised under the direction of the C.E.D.R. by the French Association for Rural Law
organisiert unter der Leitung des C.E.D.R. durch die Französische Gesellschaft für Agrarrecht

Questionnaire – Fragebogen

Commission I – Kommission I

RÈGLES DE CONCURRENCE EN AGRICULTURE

COMPETITION RULES IN AGRICULTURE

WETTBEWERBSREGELN IN DER LANDWIRTSCHAFT

Président: Prof. Dr. Rudolf Mögele, Europäische Kommission (Belgique)

Rapporteurs généraux: Prof. em. Dr. Paul Richli, Universität Luzern (Suisse); paul.richli@unilu.ch et
Dr. Christian Busse, Bundesministerium für Ernährung und Landwirtschaft (Allemagne); cbusse@uni-bonn.de

I. Instruction générale – General instruction – Allgemeine Hinweise

Le rapport national devrait compter environ **15 pages ainsi qu'une page de résumé** et être envoyé par e-mail aux Rapporteurs généraux au plus tard le **30 juin 2017** en format Word (adresses e-mail ci-avant). Une copie devrait être aussi envoyée au Délégué Général: roland.norer@unilu.ch. Avant d'écrire le rapport, les rapporteurs sont priés de demander le **document Word formatisé** auprès du Délégué Général (adresse e-mail ci-dessus).

Pour plus d'informations, les rapporteurs nationaux sont priés de prendre contact avec le Rapporteur général.

A national report should consist of around **15 pages and a summary of one page** and should be delivered by e-mail by the **June 30, 2017** as a word document to the General Reporters (e-mail addresses as above). A copy should be sent to the Delegate General: e-mail address: roland.norer@unilu.ch. Before the rapporteurs start writing they should ask the Delegate General for the **style sheet (word document)** (e-mail address see above).

Further Information: Please contact the General Reporters for additional information.

Ein nationaler Bericht sollte ungefähr **15 Seiten sowie eine Seite Zusammenfassung umfassen** und per E-Mail bis am **30. Juni 2017** als Word-Datei den Generalberichterstattern übermittelt werden (E-Mail-Adressen siehe oben). Eine Kopie sollte dem Generaldelegierten übermittelt werden: roland.norer@unilu.ch. Bevor die Berichterstatter mit dem Schreiben beginnen, sind sie gebeten, die **Formatvorlage (Word-Dokument)** beim Generaldelegierten (E-Mail-Adresse vorstehend) zu verlangen.

Für weitere Informationen wollen die nationalen Berichterstatter bitte mit den Generalberichterstattern Kontakt aufnehmen.

II. Questions – Fragen

Introduction

Dans un marché agricole largement libéralisé, le droit de la concurrence revêt une importance particulière. De manière générale, ce droit a pour objectif d'assurer une concurrence aussi importante et loyale que possible entre les acteurs du marché. À côté de l'interdiction générale de pratiques commerciales déloyales, ce sont avant tous les trois instruments du droit des cartels, soit l'interdiction des cartels, l'interdiction de l'abus de position dominante, ainsi que le contrôle des fusions, qui permettent d'atteindre ce but. Alors que de manière générale dans le secteur agricole l'application des règles touchant la surveillance des abus et le contrôle des fusions ne présente pas de grandes particularités, il y a traditionnellement en Europe – mais aussi aux États-Unis – des réglementations spéciales en matière de droit des cartels qui, dans le secteur agricole, prévoient des dérogations de l'interdiction générale des cartels.

Ces réglementations particulières sont fondées sur les désavantages structurels de l'échelon de la production par rapport à ceux de la transformation et du commerce. L'article 42 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) découle de ce constat et prévoit que les règles générales de la concurrence ne soient applicables à la production et au commerce de produits agricoles que dans la mesure déterminée par le législateur de l'UE. Celui-ci a certes décidé que les règles générales de la concurrence restent en principe applicables dans le secteur agricole, mais il a édicté d'importantes exceptions à ce principe.

Les dérogations au droit des cartels de l'UE, qui existent depuis des décennies s'appuient sur des situations exceptionnelles dont on trouve la source dans les droits cartellaires agricoles nationaux, qui prévalaient et subsistent encore. Ce qu'il faut d'abord relever, c'est que le droit des marchés agricoles de l'UE prédomine l'application du droit général des cartels. Actuellement, ce principe figure à l'article 206, paragraphe 1, du règlement (UE) no 1308/2013. Mais il faut ensuite souligner que la collaboration des entreprises de production agricole est largement libérée de l'interdiction générale des cartels, ainsi que cela ressort de l'article 209, paragraphe 1, deuxième alinéa, du règlement (UE) no 1308/2013.

La collaboration des entreprises agricoles de production a connu ces dernières décennies une croissance sensible. Dans le même temps, de nombreuses réglementations pour la reconnaissance étatique d'associations de producteurs et de leurs organisations au niveau de l'UE ont vu le jour. À cela s'est ajouté la possibilité de faire reconnaître officiellement des organisations de branches. Au-delà de cette reconnaissance, certaines compétences de ces organisations agricoles, dans le domaine de la concurrence, ont été réglées. Ainsi, par exemple, des limites quantitatives pour la négociation de la vente de certains produits agricoles ont été fixées. Enfin, il existe des réglementations selon lesquelles des décisions d'organisations agricoles reconnues peuvent être déclarées obligatoires par l'État. Ces dispositions trouvent aussi leur source dans le droit national.

Actuellement, les dispositions précitées se trouvent aux articles 149, 152 à 175, 210 et 222 du règlement (UE) no 1308/2013, ainsi que dans le droit dérivé, édicté par la Commission européenne. On peut mettre en évidence les dispositions des articles 125, 148 et 168 dudit règlement pour cadrer les contrats passés par les agriculteurs avec des tiers pour la vente de leurs produits.

Compte tenu de l'intense débat sur le renforcement de la position des producteurs dans la chaîne de commercialisation, on peut s'attendre à ce que le droit agricole de la concurrence joue un rôle important dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune (PAC) qui doit prévaloir à partir de 2021. Une première discussion s'est déroulée au sein de la Task Force « marchés agricoles », mise sur pied

par la Commission, et qui a commencé son travail au début de l'année 2016 et a rendu son rapport final en novembre 2016. Comme le rapport final démontre, il y a de nombreux points à clarifier. On mettra en évidence notamment la problématique de la ligne de démarcation entre le droit agricole de la concurrence de l'UE et le droit national. Une question similaire se pose en ce qui concerne la ligne de démarcation entre le droit agricole du marché et le droit agricole de la concurrence.

Questionnaire

1. Droit de la concurrence nationale

- 1.1. Votre pays dispose-t-il d'un droit national général en matière de cartels connaissant des normes légales propres à l'interdiction des cartels, à la surveillance d'abus éventuels de la part des entreprises dominantes du marché ainsi qu'au contrôle des fusions ?
- 1.2. La constitution de votre pays permet-elle de privilégier les cartels dans le domaine de l'agriculture ?
Si oui, que contient cette réglementation ?
- 1.3. Votre pays dispose-t-il d'un droit national spécial en matière de cartels propre au domaine de l'agriculture ?
Si oui, que contient ce droit et dans quels actes législatifs trouve-t-on ces règles ?
- 1.4. Votre pays dispose-t-il d'autorités particulières chargées de l'application du droit des cartels dans le domaine de l'agriculture ?
- 1.5. Durant la dernière décennie, votre pays était-il confronté à des procédures administratives ou judiciaires d'importance particulière en matière de droit des cartels dans le domaine de l'agriculture (interdiction des cartels, surveillance des abus, contrôle des fusions) ?
Si oui, sur quelles thématiques portaient ces procédures et ont-elles été décidées selon le droit national ou celui de l'Union ?
- 1.6. Votre pays dispose-t-il de normes juridiques ou d'un code de comportement non contraignant relatifs aux pratiques déloyales dans le domaine de la chaîne alimentaire (p.ex. par rapport à la détermination des prix des produits agricoles) ?
Considérez-vous qu'une réglementation à de telles pratiques déloyales comme utile et si oui, que devrait contenir cette réglementation ?

2. Droit des cartels de l'Union Européenne

- 2.1. De combien d'organisations de producteurs reconnues, d'associations d'organisations de producteurs et d'organisations interprofessionnelles reconnues, au sens du Règlement (UE) n° 1308/2013, dispose votre pays ? (le cas échéant, détaillez par secteurs)
Existe-il des statistiques officielles ou un registre public les concernant ?
- 2.2. Au sens du Règlement (UE) n° 1308/2013, jugez-vous les organisations de producteurs reconnues comme libérées seulement de l'interdiction des cartels selon article 101 TFUE ou également libérées de leur interdiction nationale ?

Admettons qu'elles ne soient pas libérées de l'interdiction nationale, dans ce cas-là est-ce que cela constitue un problème, et si oui, que propose votre droit national comme solution ?

- 2.3. Jugez-vous les limites supérieures, au sens des articles 149, 169, 170 et 171 du Règlement (UE) n° 1308/2013, comme judicieuses ?
Est-ce que les dispositions sur les quantités arrêtées et communiquées sont appliquées dans la pratique, avant tout par la communication des quantités concentrées ?
- 2.4. Comment appréciez-vous les mesures particulières que contiennent les Règlements (UE) 2016/558 ainsi que 2016/559 permettant, dans le domaine du lait, des ententes cartellaires de durée limitée ?
Estimez-vous que ces mesures temporaires représentent un instrument approprié pour contenir rapidement des crises du marché ?
- 2.5. Dans votre pays fait-on usage de l'instrument attribuant d'une part la force obligatoire des organisations de producteurs reconnues par tous les acteurs et, d'autre part, la participation contraignante de tous les acteurs au financement des organisations de producteurs reconnues au sens des articles 164 et 165 du Règlement (UE) n° 1308/2013 ?
Jugez-vous cet instrument comme utile et apte aux besoins de la pratique ?
- 2.6. À côté des organisations de producteurs reconnues, les coopératives agricoles et les autres groupements agricoles ne devaient-ils pas être également investis de privilèges en matière de droit des cartels.
Si oui, jugez-vous la réglementation de l'article 209 alinéa 1 sous-alinéa 2 du Règlement (UE) n° 1308/2013 comme suffisante ?
- 2.7. Dans votre pays, comment comprend-t-on l'interdiction des ententes en matière de prix, au sens de l'article 209 alinéa 1 sous-alinéa 3 du Règlement (UE) n° 1308/2013 et, selon vous, devait-elle être davantage clarifiée ?
- 2.8. Dans votre pays, comment comprend-t-on l'interdiction de l'exclusion du marché, au sens de l'article 209 alinéa 1 sous-alinéa 3 du Règlement (UE) n° 1308/2013 et, selon vous, devrait-elle être davantage clarifiée ?
- 2.9. Dans votre pays fait-on usage de l'instrument de régulation des contrats au sens des articles 148 et 168 du Règlement (UE) n° 1308/2013 ?
Si oui, pour quels produits agricoles est-elle prévue ?
Quelle utilité attribuez-vous à cet instrument ?

Concernant les rapports provenant des pays non membres de l'Union: si votre pays disposait d'instruments et de réglementations comparables à ceux traités au point 2 ci-avant, donnez alors vos réponses de manière correspondante.

3. Questions générales

- 3.1. Votre pays a-t-il connu une discussion publique portant sur la question relative au renforcement de la position juridique de l'agriculture dans la chaîne du marché propre à l'écoulement des produits agricoles ?

Si oui, sur quel contenu se concentrerait ou se concentre cette discussion ? A-t-elle abouti à des réformes ou des propositions de réformes ?

- 3.2. Si vous appréciez, dans leur ensemble, le droit de la concurrence nationale respectivement de l'UE dans le domaine de l'agriculture, pensez-vous qu'il nécessite une réforme ? Si oui, quels devraient en être les points principaux ?

Introduction

In a largely liberalised agricultural market competition law is of particular importance. In general the purpose of competition law is to achieve the greatest possible and fair competition among market operators. Apart from the general prohibition of unfair trading practices there are in particular the three instruments of anti-trust law, as the ban on cartels, the prohibition of abuse of a dominant market position and the merger control which are intended to pursue that purpose. While in the agricultural sector the provisions on control of abuse of a dominant position and on merger control apply without particular exceptions, there are specific rules in European and US anti-trust law which provide for exemptions from the general prohibition of cartels.

These particular rules were introduced due to the structural disadvantages primary agricultural producers are suffering from in comparison with the downstream processing and retail sectors. That is why Article 42 of the Treaty on the Functioning of the European Union (TFEU) stipulates that the general competition rules in the TFEU apply to the production of and the trade in agricultural products only as far as the EU legislator so decides. Although the EU legislator decided that the general competition rules are in principle applicable to the agricultural sector it made important exceptions from that principle.

The exceptions contained for decades in EU agricultural anti-trust law reflect exceptional clauses which had already before been and still are in place in national agricultural anti-trust law. In this context it is first of all important that EU agricultural market law takes precedence over general anti-trust law. This follows currently from the first subparagraph of Article 206 of Regulation (EU) No 1308/2013. Secondly the cooperation between agricultural holdings is largely exempted from the general cartel prohibition, as it is laid down in the second subparagraph of Article 209(1) of Regulation (EU) No 1308/2013.

The cooperation between agricultural holdings has significantly gained in importance over the last decade due to comprehensive provisions on the public recognition of producer organisations and their associations enacted at EU level. In addition, it has been made possible to recognise interbranch-organisations in the agricultural sector. On top of that, recognised agricultural organisations have been given specific powers under competition law. For example quantitative ceilings for negotiations on the sale of certain agricultural primary products were set out. There are also provisions according to which decisions of recognised agricultural organisations may be made extended by the state to non-members. The provisions on recognised agricultural organisations were also based on examples in national law.

At EU level these rules are currently set out in Articles 149, 152 to 175, 210 and 222 of Regulation (EU) No 1308/2013 as well as in the European Commission's relevant implementing provisions. One should also highlight the provisions in Article 125, 148 and 168 of Regulation (EU) No 1308/2013 concerning the regulation of contracts concluded by farmers on the sale of their agricultural primary products with third parties.

Given the intensive discussion on the strengthening of the position of primary producers in the marketing chain it is expected that agricultural competition law will play an important role in the framework of the next reform of the Common Agricultural Policy (CAP) for the years as of 2021. First discussions on that theme have just been held in the Agricultural Markets Task Force established by the European Commission which published its report in November 2016. There are currently many issues that need to be clarified. Highlighted may be inter alia the question as to where the line should be drawn between EU agricultural competition law and national agricultural competition law. A similar question concerns the borderline between agricultural market law and agricultural competition law.

Questionnaire

1. National competition law

- 1.1. Are there in your country general national anti-trust provisions with regard to the prohibition of cartels, the control of abuse of dominant positions and merger control?
- 1.2. Does your country's Constitution contain provisions on privileges for agriculture under anti-trust law?
If yes, what is the content of these provisions?
- 1.3. Is there in your country a specific national anti-trust law for the agricultural sector?
If yes, what is the content of these provisions and where are they laid down?
- 1.4. Is in your country the application of agricultural anti-trust law entrusted to specific authorities?
- 1.5. Were there in your country in the last decade particularly important national administrative or judicial procedures underpinning agricultural anti-trust law (prohibition of cartels; control of misuse of dominant positions; merger control)?
If yes, what was the content of these procedures and were the decisions taken on the basis of national or Union law?
- 1.6. Are there in your country legal provisions or a non-binding code of conduct on unfair trading practices in the food chain (for example with regard to the pricing of agricultural products)?
Would you consider it reasonable to regulate such unfair practices and if yes, what should be the content of such regulation?

2. EU anti-trust law

- 2.1. In your country how many producer organisations, associations of producer organisations and interbranch organisations have been recognised in accordance with Regulation (EU) No 1308/2013 (broken down by sectors, as appropriate)?
Are there official statistics or a publicly accessible register on such recognised agricultural organisations?
- 2.2. Do you consider that agricultural organisations recognised in accordance with Regulation (EU) No 1308/2013 are only exempted from the prohibition of cartels under Article 101 TFEU or are they also exempted from any national prohibition of cartels?
If they are not exempted from national prohibitions of cartels, does this pose a problem and if yes, how is this issue addressed by national law?
- 2.3. Do you consider the quantitative ceilings in Articles 149, 169, 170 and 171 of Regulation (EU) No 1308/2013 to be reasonable?
Are these provisions used in practice in the sense that the jointly managed volumes are actually reported as required in the said provisions?

- 2.4. What is your assessment of the specific time-limited exemptions of cartels in the dairy sector as provided for by Regulation (EU) No 2016/558 and by Regulation (EU) No 2016/559?
Do you consider such exemptions to be an appropriate instrument for dealing with market crises?
- 2.5. Is there exercise in your country of the option to make decisions of recognised agricultural organisations extended to non-members and to provide for obligatory contributions of non-members to the financing of agricultural organisations (Articles 164 and 165 of Regulation (EU) No 1308/2013)?
Do you consider this instrument to be reasonable and fit for application in practice?
- 2.6. Should, in addition to recognised agricultural organisations, agricultural cooperatives and other agricultural groupings also enjoy privileges under anti-trust law?
If yes, do you consider the provisions in the second subparagraph of Article 209(1) of Regulation (EU) No 1308/2013 to be sufficient?
- 2.7. What is the understanding in your country of the meaning of the provision in relation to charge an identical price in the third subparagraph of 209(1) of Regulation (EU) No 1308/2013 and do you see a need for further clarification?
- 2.8. What is the understanding in your country of the meaning of the provision in relation to the exclusion of competition in the third subparagraph of 209(1) of Regulation (EU) No 1308/2013 and do you see a need for further clarification?
- 2.9. Is the option to regulate contractual relations (Articles 148 and 168 of Regulation (EU) No 1308/2013) used in your country?
If yes, which agricultural products are subject to such regulation?
Do you consider this instrument to be useful?

For reports from non-EU countries: Should there be instruments or regulation in your country comparable to those mentioned in section 2 of this questionnaire? Please answer the questions mutatis mutandis.

3. General questions

- 3.1. Has in the last decade a public discussion taken place in your country regarding the question as to whether the legal position of agriculture in the marketing chain should be strengthened?
If yes, what was or is the content of this discussion? Did it lead to reforms or reform proposals?
- 3.2. When you look at your national agricultural competition law or EU agricultural competition law as a whole, do you consider that there is a need for reform? If yes, which points should the reform concentrate on?

Einleitung

In einem weitgehend liberalisierten Agrarmarkt kommt dem Wettbewerbsrecht eine besondere Bedeutung zu. Generell bezweckt das Wettbewerbsrecht, einen größtmöglichen und fairen Wettbewerb unter den Marktteilnehmern zu erreichen. Neben dem allgemeinen Verbot unlauterer Handelspraktiken dienen zur Erreichung dieses Zwecks vor allem die drei kartellrechtlichen Instrumente des Kartellverbots, des Verbots des Missbrauches einer marktbeherrschenden Stellung sowie der Fusionskontrolle. Während gemeinhin im Agrarbereich die Regelungen zur Missbrauchsaufsicht und zur Fusionskontrolle ohne größere Besonderheiten Anwendung finden, bestehen traditionell im europäischen – und auch im US-amerikanischen – Kartellrecht Sonderregelungen, mit denen im Agrarbereich das allgemeine Kartellverbot abgeschwächt wird.

Begründet werden diese Sonderregelungen mit den strukturellen Nachteilen, die die landwirtschaftlichen Uerzeugerseite gegenüber den nachgelagerten Verarbeitungs- und Handelsstufen besitzt. Artikel 42 des Vertrages über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV) sieht von diesem Gedanken ausgehend vor, dass die allgemeinen Wettbewerbsregeln des AEUV auf die Produktion und den Handel mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen nur Anwendung finden, soweit der Gesetzgeber der Europäischen Union (EU) eine solche Anwendung beschließt. Der EU-Gesetzgeber hat zwar entschieden, dass die allgemeinen Wettbewerbsregeln auch im Landwirtschaftsbereich grundsätzlich anwendbar sind. Hierzu sind von ihm jedoch gewichtige Ausnahmen gemacht worden.

Die schon seit Jahrzehnten bestehenden Ausnahmen des EU-Agrarkartellrechts greifen auf Ausnahmetatbestände zurück, die es bereits zuvor im nationalen Agrarkartellrecht gab und immer noch gibt. Wichtig ist insofern erstens, dass das EU-Agrarmarktrecht der Anwendung des allgemeinen Kartellrechts vorgeht. Gegenwärtig findet sich dieser Vorbehalt in Art. 206 Unterabs. 1 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 normiert. Zweitens ist die Zusammenarbeit landwirtschaftlicher Erzeugerbetriebe vom allgemeinen Kartellverbot weitgehend befreit. Die entsprechende Regelung ist in Art. 209 Abs. 1 Unterabs. 2 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 enthalten.

Die Zusammenarbeit landwirtschaftlicher Erzeugerbetriebe hat im letzten Jahrzehnt eine erhebliche Aufwertung erfahren, indem umfangreiche Regelungen zur staatlichen Anerkennung von Erzeugerorganisationen und deren Vereinigungen auf EU-Ebene entstanden sind. Hinzu ist die Möglichkeit gekommen, Branchenverbände im Landwirtschaftsbereich staatlich anzuerkennen. Über die Anerkennung hinaus wurden besondere wettbewerbsrelevante Befugnisse solcher anerkannten Agrarorganisationen geregelt. So sind beispielsweise Bündelungsobergrenzen für die Verhandlung über den Verkauf bestimmter landwirtschaftlicher Uerzeugnisse festgelegt worden. Ebenfalls bestehen Regelungen, nach denen Beschlüsse von anerkannten Agrarorganisationen durch den Staat für allgemeinverbindlich erklärt werden können. Auch die Bestimmungen zu anerkannten Agrarorganisationen besitzen Vorbilder im nationalen Recht.

Gegenwärtig finden sich auf EU-Ebene die angesprochenen Regelungen in den Artikeln 149, 152 bis 175, 210 und 222 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 sowie dem zugehörigen Recht der Europäischen Kommission. Hervorzuheben sind zudem die Vorschriften in Art. 148 und 168 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 zur Regulierung von Verträgen, die von Landwirten über den Verkauf ihrer landwirtschaftlichen Uerzeugnissen mit Dritten abgeschlossen werden.

Angesichts der intensiven Diskussion über die Stärkung der Position der Uerzeugungsseite in der Vermarktungskette ist zu erwarten, dass das landwirtschaftliche Wettbewerbsrecht im Rahmen der nächsten Reform der Gemeinsamen Agrarpolitik (GAP), die die GAP ab 2021 gestalten wird, eine wichtige Rolle spielt. Eine erste Diskussion fand in der von der Europäischen Kommission eingesetzten Task Force „Landwirtschaftliche Märkte“ statt, die Anfang 2016 ihre Arbeit aufnahm und im November 2016 ihren Abschlussbericht vorgelegt hat. Wie auch dieser Abschlussbericht zeigt, gibt es derzeit zahlreiche klärungsbedürftige Fragen. Hervorzuheben ist unter anderem die Problematik, wo genau die Trennlinien zwischen dem Agrarwettbewerbsrecht der EU und dem nationalen Agrarwettbewerbsrecht verlaufen. Eine ähnliche Frage betrifft die Grenzziehung zwischen dem Agrarmarktrecht und dem Agrarwettbewerbsrecht.

Fragenkatalog

1. Nationales Wettbewerbsrecht

- 1.1. Gibt es in Ihrem Land zum Kartellverbot, zur Missbrauchsaufsicht über marktbeherrschende Unternehmen und zur Fusionskontrolle allgemeines nationales Kartellrecht?
- 1.2. Ist in Ihrem Land die Möglichkeit einer kartellrechtlichen Privilegierung der Landwirtschaft in der Verfassung angesprochen?
Wenn ja, welchen Inhalt hat diese Regelung?
- 1.3. Existiert in Ihrem Land spezielles nationales Kartellrecht für den Agrarbereich?
Wenn ja, welchen Inhalt hat dieses Recht und wo ist es geregelt?
- 1.4. Gibt es in Ihrem Land spezielle Behörden, die das Agrarkartellrecht durchführen?
- 1.5. Gab es im letzten Jahrzehnt besonders wichtige nationale behördliche oder gerichtliche Verfahren im Agrarkartellrecht in Ihrem Land (Kartellverbot; Missbrauchsaufsicht; Fusionskontrolle)?
Wenn ja, welchen Inhalt hatten diese Verfahren und wurden sie nach nationalem Recht oder Unionsrecht entschieden?
- 1.6. Gibt es in Ihrem Land eine rechtliche Regelung oder einen unverbindlichen code of conduct über unfaire Praktiken in der Lebensmittelkette (z.B. hinsichtlich der Preisgestaltung bei landwirtschaftlichen Erzeugnissen)?
Sehen Sie eine Regulierung solcher unfairer Praktiken als sinnvoll an und wenn ja, was sollten Inhalte einer Regulierung sein?

2. Kartellrecht der Europäischen Union

- 2.1. Wie viele nach der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 anerkannte Erzeugerorganisationen, Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und Branchenverbände sind in Ihrem Land vorhanden (gegebenenfalls aufgegliedert nach Sektoren)?
Gibt es eine amtliche Statistik oder ein öffentlich zugängliches Register über solche anerkannten Agrarorganisationen?

- 2.2. Sind nach der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 anerkannte Agrarorganisationen gemäß Ihrer Ansicht nur von dem Kartellverbot des Artikel 101 AEUV oder auch von einem nationalen Kartellverbot befreit?
Wenn sie nicht vom nationalen Kartellverbot befreien, stellt dies ein Problem dar und wenn ja, wie wird dies im nationalen Recht gelöst?
- 2.3. Sehen Sie die in Artikel 149, 169, 170 und 171 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 enthaltenen Bündelungsobergrenzen als sinnvoll an?
Werden diese Bestimmungen in der Praxis genutzt, indem die in diesen Bestimmungen vorgesehenen Meldungen über die gebündelten Mengen abgegeben werden?
- 2.4. Wie bewerten Sie die besonderen befristeten Kartellfreistellungen, die die Verordnung (EU) 2016/558 und die Verordnung (EU) 2016/559 für den Milchbereich enthalten?
Halten Sie solche Kartellfreistellungen für ein geeignetes Instrument, um kurzfristig Marktkrisen zu begegnen?
- 2.5. Wird in Ihrem Land das Instrument der Allgemeinverbindlichkeitserklärung von Beschlüssen anerkannter Agrarorganisationen und der zugehörigen zwangsweisen Beteiligung an der Finanzierung von Agrarorganisationen (Artikel 164 und 165 der Verordnung [EU] Nr. 1308/2013) genutzt?
Sehen Sie dieses Instrument als sinnvoll und praxistauglich an?
- 2.6. Sollten neben den anerkannten Agrarorganisationen auch generell landwirtschaftliche Genossenschaften und sonstige landwirtschaftliche Zusammenschlüsse kartellrechtliche Privilegien besitzen?
Wenn ja, ist Ihrer Ansicht nach die Regelung des Artikels 209 Absatz 1 Unterabsatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 ausreichend?
- 2.7. Wie wird in Ihrem Land das in Artikel 209 Absatz 1 Unterabsatz 3 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 enthaltene Verbot der Preisbindung verstanden und sehen Sie Klärungsbedarf?
- 2.8. Wie wird in Ihrem Land das in Artikel 209 Absatz 1 Unterabsatz 3 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 enthaltene Verbot des Wettbewerbsausschlusses verstanden und sehen Sie Klärungsbedarf?
- 2.9. Wird in Ihrem Land das Instrument der Vertragsregulierung (Art. 148 und 168 der Verordnung [EU] Nr. 1308/2013) genutzt?
Wenn ja, für welche landwirtschaftlichen Erzeugnisse besteht es?
Welchen Nutzen sehen Sie in diesem Instrument?

Für Berichte aus Nicht-EU-Mitgliedstaaten: Falls in Ihrem Land Instrumente bzw. Regelungen bestehen, die mit denen in Abschnitt 2 vergleichbar sind, beantworten Sie bitte die Fragen entsprechend.

3. Allgemeine Fragen

- 3.1. Gab es in Ihrem Land im letzten Jahrzehnt eine öffentliche Diskussion über die Frage, ob die rechtliche Stellung der Landwirtschaft in der Vermarktungskette verstärkt werden soll?

Wenn ja, welchen Inhalt hatte oder hat diese Diskussion? Hat sie zu Reformen oder Reformvorschlägen geführt?

- 3.2. Wenn Sie das nationale Agrarwettbewerbsrecht bzw. das EU-Agrarwettbewerbsrecht insgesamt betrachten, ist dieses Ihrer Ansicht nach reformbedürftig? Wenn ja, was sollten die Schwerpunkte der Reform sein?